

HÔPITAUX

Grève des médecins résidents aujourd’hui et demain

Les médecins résidents seront en grève de deux jours à partir d’aujourd’hui. Ils menacent de durcir leur action, d’ici la semaine prochaine, si le ministre de la Santé n’ouvre pas les négociations.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le secteur de la santé est toujours sous tension. Le collectif autonome des médecins résidents algériens a appelé à une grève de deux jours, à partir d’aujourd’hui. Les résidents ont observé deux sit-in au cours de la semaine dernière, au niveau de plusieurs centres hospitalo-universitaires à

travers le territoire national. Une action qui n’a pas poussé le ministre de la Santé à ouvrir des négociations avec ce corps. Pour faire pression, ces étudiants en médecine ont décidé de durcir le ton. L’option de la grève est inévitable, attestent-ils, tandis que leur tutelle continue de leur tourner le dos.

D’ailleurs, selon le Dr Merouane Sid-Ali, membre du collectif des médecins résidents, «si d’ici la semaine prochaine, le ministre de la Santé ne serait pas décidé à réagir, les médecins résidents, opteront pour trois jours de grève à partir de lundi». Les protestataires demandent la révision de leur statut, l’amélioration de la situation et des conditions de travail de la corporation, la suppression du service militaire ainsi que l’abrogation du décret portant service civil.

Ils proposent la mise à disposition des médecins spécialistes affectés dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux d’un plateau technique en adéquation avec leur qualification, des logements de fonction, la gratuité du transport entre le lieu de résidence d’origine et le lieu de travail des postulants, la majoration des salaires en fonction des zones de travail ainsi que le bénéfice de primes «légitimes», telles que la prime de risque, de contagion, d’accidents du travail et d’encadrement. Ils demandent

également le droit à l’exercice syndical. «Cette revendication n’est pas dans le but de faire du bruit, mais nous voulons nous organiser dans un syndicat afin de porter nos préoccupations aux concernés», a souligné le porte-parole des médecins résidents. De son côté, le ministre de la Santé estime que cette corporation ne dépend pas de son secteur. Du moins, il a promis d’apporter des solutions aux préoccupations relevant de son secteur.

S. A.

ILS ONT RÉUSSI À SE RASSEMBLER DEVANT LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Les étudiants reçus au palais d’El-Mouradia

Venus de différentes universités et écoles supérieures du pays, une centaine d’étudiants ont réussi, hier, à se rassembler pacifiquement, devant le palais d’El-Mouradia. Six délégués représentant les différents départements universitaires ont été reçus, en fin de matinée, à la présidence de la République.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -Contrairement à leur dernier rassemblement, excessivement réprimé par la

police, devant le siège du ministère de l’Enseignement supérieur, pour cette fois-ci, les étudiants, en provenance

de différentes universités du pays (Annaba, Constantine, Boumerdès, Tizi Ouzou, Alger, Mostaganem, Oran et Tlemcen), ont pu manifester devant le Palais d’El-Mouradia sans le moindre obstacle. Les policiers qui étaient, d’abord, peu nombreux, sur les lieux, ont laissé faire. Les étudiants protestataires ont, en effet, commencé à arriver

par petits groupes à partir de 9h30, avant de se rassembler subitement, à 11h, devant le fleuriste mitoyen au siège de la présidence de la République. Les policiers se sont contentés de leur demander de rester sur le trottoir pour ne pas gêner la circulation automobile. Un moment après, un fonctionnaire est venu

s’adresser aux étudiants leur demandant de désigner un délégué pour être reçu à la présidence. Cependant, les manifestants ont exigé la désignation de six délégués représentant les différentes régions et départements universitaires du pays, exigence finalement acceptée.

Les six délégués sont entrés négocier à la présidence aux environs de 11h30, alors que leurs camarades les attendaient sur les lieux brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : «L’élite de la société algérienne est au chômage», «Insertion immédiate et inconditionnelle des titulaires de diplômes universitaires», «l’Université algérienne en crise, nous voulons des réponses concrètes»...

Dans leur plateforme de revendications qu’ils présentent sous forme de lettre ouverte au président de la République, les étudiants regrettent le fait que «de grands moyens financiers et matériels ont été mis à la disposition de l’université algérienne, mais cette dernière reste malheureusement gérée de manière hasardeuse où l’improvisation et le bricolage

l’emportent sur la concertation et la réflexion». Pour ces derniers, les conséquences de cette politique défailante sont multiples, à savoir «la dégradation de la qualité de formation, la création et la généralisation tous azimuts de nouvelles formations, dont l’absence de cohérence et d’uniformisation par rapport aux standards universels est criante», d’autant plus, soulignent-ils, que ces formations qu’ils estiment élaborées de façon superficielle et dans la précipitation, «ne sont nullement en adéquation avec les besoins actuels de l’industrie algérienne ni encore avec les priorités nationales en matière de recherche scientifique». Les étudiants contestent également «le manque de communication entre la tutelle et la famille universitaire, le manque d’évaluation pédagogique du système de l’enseignement supérieur et des réformes introduites, l’évaluation se faisant dans l’approximation absolue, ainsi que la dégradation du cadre sociopédagogique des étudiants, entre autres l’accueil, l’hébergement, la bourse, la restauration, les activités culturelles, le sport et les loisirs».

M. M.

ILS OBSERVENT UN SIT-IN AUJOURD’HUI

Les chercheurs du Centre de recherche nucléaire en colère

Vent de colère sur les centres de recherche nucléaire d’Alger et de Draria.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les chercheurs qui observent, depuis trois semaines, de manière quotidienne un arrêt de travail d’une heure par jour passent dès aujourd’hui la vitesse supérieure. Ils observeront un sit-in devant le Centre de recherche nucléaire d’Alger pour dire le refus de leur tutelle d’appliquer le décret présidentiel 10-250 du 20 octobre 2010 portant régime indemnitaire. Ils revendiquent également l’élaboration du statut spécifique du chercheur permanent comme prévu par l’article 28 du décret du 1^{er} décembre 1996 régissant le fonctionnement des structures du Comena.

Les chercheurs permanents affirment avoir tenté par tous les moyens de faire entendre leur voix mais avouent s’être heurtés à un mur d’indifférence. Dans un communiqué signé par le collectif des chercheurs, ces derniers déplorent que «malheureusement, toutes nos requêtes (celle envoyée à Monsieur le commissaire à l’énergie atomique le 25 novembre 2010 et celles adressées à Monsieur le Ministre de l’Energie et des Mines le 19 janvier 2011 et le 2 mars 2011), pour l’application dudit décret, se sont avérées vaines, à ce jour. Par ailleurs, nous tenons à dénoncer solennellement l’interpréta-

tion sélective et insidieuse des textes réglementaires ainsi que la mauvaise volonté manifeste, de la part de l’administration centrale du Comena, concernant la prise en charge de nos préoccupations». Ils reprochent à l’administration centrale du Comena d’invoquer «essentiellement, par voie de presse, le motif : «Nous ne sommes pas Fonction publique pour ne pas nous appliquer les dispositions du décret exécutif n°10 250. Pourtant, ce motif n’a pas empêché cette même administration d’octroyer les bonifications de la Fonction publique pour les postes de responsabilité.» Ces mêmes chercheurs notent «la similitude juridique entre l’Agence spatiale algérienne (Asal) et le Comena

qui sont des établissements publics à caractère spécifique. Cette spécificité n’a pas pour autant empêché nos collègues de l’Asal de bénéficier du nouveau régime indemnitaire et, à ce titre, nous demandons à bénéficier des mêmes droits». Ils se disent plus déterminés que jamais à faire aboutir leurs revendications. Nous «réaffirmons notre détermination à poursuivre nos différentes démarches jusqu’à satisfaction de nos préoccupations légitimes et nous mettons face à leurs responsabilités la hiérarchie et la tutelle sur les conséquences néfastes qu’engendrera un tel décret sur la pérennité de l’institution», écrivent-ils dans ledit communiqué.

N. I.

ILS RÉCLAMENT LA SATISFACTION DE LEURS REVENDICATIONS

Les étudiants en chirurgie dentaire en grève ouverte

Les étudiants en chirurgie dentaire ont entamé une grève illimitée dimanche dernier. Ils revendiquent la révision de leur statut et leur classement de la catégorie 13 à 16 ainsi que le titre honorifique de docteur en chirurgie dentaire.

«Nous demandons le titre de docteur par rapport à l’exercice quotidien de notre métier puisque nous assurons les soins, la chirurgie et la prescription», a précisé un représentant des chirurgiens dentistes.

Ils réclament également la création d’une commission mixte regroupant le ministre de la Santé et celui de l’Enseignement supérieur, pour déterminer qui des deux est la tutelle des étudiants en chirurgie dentaire. «Nous faisons notre formation dans les CHU mais nous sommes ballottés entre deux tutelles ; nous voulons un seul interlocuteur.» Le manque de moyens pédagogiques (matériel destiné aux soins, places pédagogiques...) et les conditions de travail ont été également soulevés par les grévistes. «Nous demandons aux concernés d’étudier le nombre

de nouveaux bacheliers admis dans notre spécialité, selon les capacités d’accueil des CHU car actuellement nous nous retrouvons en surplus. Nous voulons élever le niveau de la qualité de la formation et rendre au métier sa noblesse», indiquent-ils. Les étudiants en chirurgie dentaire, qui observeront un sit-in de protestation, ce matin au niveau du CHU Mustapha-Pacha à Alger, ne compte pas, affirment-ils, mettre fin à leur mouvement de protestation jusqu’à satisfaction de leurs revendications.

S. A.

KHENCHELA

Trois fonctionnaires du secteur de la santé en grève de la faim

Trois fonctionnaires du secteur de la santé qui avaient exercé des responsabilités au sein de l’établissement hospitalier Ali-Boushaba respectivement pendant plus de 15 ans, voire même 30 ans, ont entamé une grève de la faim devant le siège de la direction de la santé, en signe de protestation contre leur situation catastrophique qui se détériore depuis plus de 5 ans et qui n’a pas encore trouvé d’issue, et ce, malgré les différents appels lancés, un peu partout, et demeurés sans écho. Les fonctionnaires exclus et qui ont fait l’objet de poursuites judiciaires dénoncent l’injustice dont ils sont victimes, puisque l’un des membres du groupe, condamné avec eux, exerce toujours sa fonction et a été même promu au poste de directeur au niveau d’un établissement hospitalier à l’est du pays alors qu’eux (au nombre de 3) vivent le calvaire, leur situation familiale s’étant davantage compliquée. Les mêmes fonctionnaires se réfèrent aux différentes lois dont la loi n°173 qui leur assure la moitié du salaire en cas de radiation. Notons que les grévistes devraient être reçus par le wali dans le but d’essayer de trouver un dénouement à leur situation.

Abdelouahab Benzaim